

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 12 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CUXAC ENERGIES

213 cours victor hugo
33130 Bègles

Références : UID11/66-C3-2025-366
Code AIOT : 0006606460

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 juillet 2025 dans l'établissement de la société CUXAC ENERGIES, implanté LIEUDIT PRAT DU RAIS PARCELLE N AV 53 11590 CUXAC D'AUDE. L'inspection a été annoncée le 19/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CUXAC ENERGIES
- LIEUDIT PRAT DU RAIS PARCELLE N AV 53 11590 CUXAC D'AUDE
- Code AIOT : 0006606460
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 3 aérogénérateurs d'une puissance totale de 10,8 MW) mis en service en décembre 2024.

Thèmes de l'inspection : Le respect de la réglementation, notamment l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mai 2020 et l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures spécifiques	Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	liées à la phase travaux			
4	Bruit	Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II.8.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II.6.II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II.6.III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II.2	Sans objet
3	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II.5	Sans objet
7	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II.6.IV	Sans objet
9	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
10	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
11	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
12	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet
13	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
14	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
15	Risques	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien respecte la majorité des dispositions contrôlées mais l'exploitant doit transmettre plusieurs justificatifs concernant notamment la mise en place du bridage acoustique et le balisage des éoliennes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II.2
Thème(s) : Autre, Transmission
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au préfet, avant la mise en service du parc éolien, les justificatifs attestant la constitution du montant des garanties financières.
Constats : L'exploitant a fourni une attestation de garanties financières allant jusqu'au 31 décembre 2029.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II.4
Thème(s) : Autre, Information DREAL
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début d'exploitation, dès qu'ont été mis en place les aménagements du site permettant la mise en service effective du parc éolien, tels qu'ils ont été précisés par le présent arrêté d'autorisation et que le document attestant la constitution des garanties financières aura été établi. Cette déclaration portera notamment sur : la confirmation de l'aménagement du parc conformément aux données des dossiers déposés et aux prescriptions du présent arrêté, la rédaction des procédures prévues par la réglementation, la réalisation d'un plan à jour avec identification des pistes DFCl, des moyens incendie, la mise en place des panneaux d'identification présentant les items prévus par l'arrêté ministériel du 26 août 2011.
Constats : L'exploitant a notifié la mise en service industrielle du parc au service de l'inspection par courrier en date 10 janvier 2025. A cette notification était joint l'attestation de constitution des garanties financières. Suite à une demande de l'inspection, l'exploitant a complété le 31 janvier 2025 cette notification avec : - un plan d'implantation, - le plan de prévention des risques. Il manque toutefois la confirmation de l'aménagement du parc conformément aux données des dossiers déposés et aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation et les justificatifs de la mise en place des panneaux d'identification présentant les items prévus par l'arrêté ministériel du 26 août 2011. Enfin, le plan d'implantation ne mentionne pas les pistes DFCl et les moyens incendie et le plan de

prévention de visé pas les procédures prévues par la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment celles prescrites par l'article 22 de la section 5 - risques de l'arrêté du 26 août 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection :

- la confirmation de l'aménagement du parc conformément aux données des dossiers déposés et aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation,
- les justificatifs de la mise en place des panneaux d'identification présentant les items prévus par l'arrêté ministériel du 26 août 2011,
- le plan d'implantation mentionnant les pistes DFCI et les moyens incendie,
- le plan de prévention complété avec les procédures prévues par la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment celles prescrites par l'article 22 de la section 5 - risques de l'arrêté du 26 août 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II.5

Thème(s) : Risques chroniques, Bridage acoustiques

Prescription contrôlée :

Dès la mise en service des installations, l'exploitant met en place le plan de gestion sonore des aérogénérateurs tel que défini dans l'étude acoustique annexée à l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Constats :

Un premier plan de bridage avait été mis en place mais suite au contrôle réalisé en avril-mai 2025, ce plan a été renforcé.

Une campagne de mesure est prévue en 2026 afin de statuer sur l'efficacité du nouveau plan de bridge. Les prescriptions du présent article devront être modifiées pour prendre en compte le plan de bridage permettant de respecter les valeurs limites des émissions sonores.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II.8.1

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification acoustique

Prescription contrôlée :

Dans les 12 mois suivant la mise en service en totalité de l'installation, l'exploitant engage la réalisation à ses frais d'une campagne de mesures des émissions sonores des aérogénérateurs, dans des conditions météorologiques et saisonnières susceptibles de générer les émergences

sonores les plus impactantes pour les riverains et conformément aux dispositions des articles 26 à 28 de l'arrêté ministériel susvisé du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception. Ce contrôle initial est effectué indépendamment des contrôles ponctuels ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

Constats :

L'exploitant a fourni le rapport du 1er juillet 2025 de la campagne de mesure acoustique réalisé courant avril et mai 2025. Ce rapport conclut sur le dépassement des valeurs limites de bruit en période nocturne et recommande la mise en place d'un plan de bridage pour les 3 éoliennes en période nocturne pour des vitesses de vent de 5 à 7 m/s.

L'exploitant s'est engagé à mettre en place le bridage recommandé et à procéder à une nouvelle campagne de mesure en 2026 pour s'assurer de son efficacité qui devra être transmis dès réception au service de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs de la mise en place du bridage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II.6.II

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de fermeture des voies

Prescription contrôlée :

Des dispositifs de fermeture des voies (barrière ou panneau B0) sont installés pour permettre d'interdire l'accès au public sur les voies d'accès privées créées pour la desserte de chaque éolienne. Dans la zone soumise à un risque de rupture des mâts ou de projection (bouts de pôle et chute de glace notamment) des panneaux annonçant le risque de chute d'objet sur les voies publiques.

Constats :

L'exploitant n'a pas pu justifier de la mise en place de dispositifs de fermeture des voies (barrière ou panneau B0 de signalisation de circulation interdite) pour les voies privées de desserte de chaque éolienne.

Concernant les panneaux annonçant les zones à risque de chute d'objet sur la voie publique, il a indiqué qu'il devait les mettre en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs de la mise en place : - des dispositifs de fermeture pour les voies privées de desserte de chaque éolienne, - des panneaux annonçant les zones à risque de chute d'objet sur la voie publique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II.6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des installations
Prescription contrôlée : Chaque mât ou poste de livraison fait l'objet d'un affichage réfléchissant lisible à 30 m mentionnant l'identification de l'ouvrage (type d'ouvrage, code Insee de la commune, nom de l'exploitant, nom du site, n° de l'éolienne ou du poste de livraison) et le numéro d'appel d'urgence de l'exploitant.
Constats : Les numéros d'identification sont bien affichés sur les mats des éoliennes et le poste de livraison. Toutefois, ils ne sont pas réfléchissants et l'exploitant n'a pas pu justifier qu'ils soient lisibles à 30 m en arrivant par les voies d'accès. Par ailleurs, des panneaux situés au niveau des plateformes de chaque éolienne comportent le numéro de l'éolienne et les numéros d'urgence dont celui de l'exploitant. L'affichage doit être complété avec le code INSEE de la commune, le nom de l'exploitant et le nom du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs de la mise en conformité des affichages.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II.6.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à fournir au SDIS avant la mise en service
Prescription contrôlée : L'exploitant fournit au SDIS avant la mise en service des installations un dossier synthétique des ouvrages exécutés comportant : les coordonnées géographiques précises définitives des ouvrages (mâts, pistes, hydrants, poste de livraison en projection Lambert 93 et WGS 84) ; les caractéristiques techniques des aérogénérateurs : dimensionnelles, type de matériel (fabricant,

origine), nature volume et localisation des lubrifiants employés, contraintes liées au travail à l'intérieur de ces installations ainsi que tous les éléments de sécurité par rapport au personnel intervenant (point d'ancrage, hauteur de la plate-forme de travail, coupures sur le secteur...).
les coordonnées d'un technicien compétent susceptible de prendre immédiatement contact avec les services en cas d'intervention de nos services sur ces structures (à mettre à jour régulièrement en cas de modification). Ce technicien doit pouvoir être joint 24h/24 et 7j/7 en cas d'intervention de nos services sur nos structures.
Constats : L'exploitant a déclaré au SDIS la mise en service du parc par mail du 24 décembre 2024 comportant les informations réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II.7
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage
Prescription contrôlée : Sans préjudice du respect de la réglementation sur le balisage, les éclats de feux (balisage lumineux) des aérogénérateurs du parc éolien sont rendus synchrones de jour comme de nuit avec ceux du parc éolien situé à proximité : Parc éolien 5 aérogénérateurs, exploité par la société EOLE SAINT JEAN LACHALM, sur la commune de Cuxac d'Aude au lieu-dit Aubian. En raison du risque de confusion avec le balisage maritime, la fréquence d'allumage des feux devra être de 30 éclats/min, avec une durée de chaque éclat supérieure à 1.2 seconde.
Constats : L'exploitant a fourni les documents de conformité des dispositifs établis par l'exploitant. Ces dispositifs sont reconnus par le service technique de l'aviation civile (STAC) qui a délivré un certificat en date du 4 janvier 2017. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que la synchronisation avec le balisage du parc voisin, exploité par la société EOLE SAINT JEAN LACHALM, était en cours mais qu'il rencontrait des difficultés techniques. Enfin, l'exploitant n'a pas pu justifier de la conformité de la fréquence d'allumage des dispositifs pour qu'ils ne soient pas confondus avec le balisage maritime.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection : - les justificatifs de la synchronisation avec le balisage du parc voisin, - les justificatifs de la conformité de la fréquence d'allumage des dispositifs pour qu'ils ne soient pas confondus avec le balisage maritime.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Déclaration des données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, OREOL

Prescription contrôlée :

Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.

Constats :

L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison sur le site OREOL.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre

Prescription contrôlée :

L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NF EN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.

Constats :

L'exploitant a fourni le rapport de contrôle de mise à la terre mentionnant la conformité de chaque éolienne à la norme IEC 61 400-24, établie par le fabricant de l'éolienne, la société NORDEX.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre

Prescription contrôlée :

Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour

<p>vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le rapport de vérifications initiales du 9 octobre 2024 réalisé par un organisme extérieur, Alpes Contrôles. Ce rapport mentionne la conformité des mesures de continuité de la mise à la terre du parc.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant que, depuis 2021, l'organisme de contrôle doit être compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>Le parc ayant été mis en service en décembre 2024, l'exploitant a indiqué que les premiers contrôles annuels étaient planifiés pour novembre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Dispositions constructives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est conçue pour prévenir les risques électriques. Pour satisfaire au 1er alinéa :- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;- pour les installations électriques extérieures à l'aérogénérateur, le respect des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'installation pour prévenir les risques électriques, avant sa mise en service industrielle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni au service de l'inspection les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déclarations CE/UE de conformité des éoliennes établies par la société NORDEX et mentionnant la conformité aux dispositions de la directive du 17 mai 2006, - le rapport de vérifications initiales du 9 octobre 2024 réalisé par un organisme extérieur, Alpes Contrôles mentionnant la conformité des installations aux normes NF C 15-100, NF C 13-200 et NF C 13-200.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Lors de la visite, l'éolienne E2 et le poste de livraison étaient maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur de l'aérogénérateur visité E2 était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Chaque éolienne est équipée de 4 extincteurs. L'exploitant a fourni le rapport de contrôle du 27 mai 2025.
Type de suites proposées : Sans suite